



Juillet 2021

Informers. Mobiliser pour résister. Revendiquer et reconquérir

## DGFIP : LES AGENTS DE PARIS EN GRÈVE CONTRE LA LIQUIDATION DU RÉSEAU DE PROXIMITÉ



L'ambiance n'était pas à penser aux vacances le 9 juillet, jour de CTL à Paris, pour les agents de la DRFIP d'Ile-de-France : à l'appel de l'intersyndicale dont **FO**, les personnels de Paris étaient en grève et organisaient un rassemblement devant le site de la DRFIP, rue Réaumur.

Le plan détaillé de la réforme NRP pour Paris (le nouveau réseau de Proximité qui n'a de proximité que le nom) a été une douche froide pour les personnels.

**Il prévoit la fermeture d'ici 2027 de la moitié des sites de la capitale et la fusion de 22 services entre 2023 et 2025.**

C'est un « repli territorial et brutal » des services de l'État fulminent les syndicats. Les agents en grève ont fait part de leur colère en investissant le CTL.



Le NRP prétend augmenter de 30% la présence de la DGFIP sur le territoire. Mais, déjà engagée, cette réforme vise en fait à supprimer près de 1000 implantations de pleine compétence pour les remplacer par des points de contact, ponctuels voire itinérants, et n'exerçant pas toutes les missions propres aux anciennes structures.

Aucun remplacement donc.

**Des centaines de postes délocalisés, supprimés...**

A Paris, sur 25 centres dédiés aux missions de finances publiques pour les particuliers, les entreprises mais aussi les collectivités, 12 fermeraient leurs portes d'ici 2027.

Soit quasiment la moitié !

**Rappel** : jusqu'à juin 2019 les agents de Paris (comme ceux de Corse et d'outre-mer) ne connaissaient pas la teneur du plan NRP les concernant. Ce n'est que le 10 septembre 2020 que la DRFIP a indiqué que quatre sites parisiens fermaient. Mais en juin dernier, elle en a ajouté huit, avant de détailler les fermetures en ce mois de juillet.

Cinq arrondissements parisiens ne seraient plus dotés de centres de finances publiques, ce qui correspond à 300 000 foyers fiscaux et plus de 800 000 professionnels.

Et pour l'instant aucune information concernant l'avenir d'autres services comme l'enregistrement, la publicité foncière, le contrôle fiscal ou la gestion publique locale et d'État.

Ce plan aurait par ailleurs, de lourdes conséquences pour les 4 400 agents qui travaillent à la DRFIP. D'ores et déjà, 386 postes seraient susceptibles d'être "délocalisés", et ce pourrait être en province s'inquiète **FO** (comme le CGR délocalisé à Châteaubriant dès septembre 2021, par délocalisation de ceux de Paris, Ajaccio et Fort-de-France).

### La mobilisation ne fait que commencer !

A ces 386 agents dont les postes parisiens disparaîtraient, il faut ajouter les menaces de nouvelles suppressions d'emplois (déjà 225 suppressions en 2021).

Le gouvernement prévoit la disparition de près de 5 000 postes à la DGFIP d'ici 2022, alors que 40 000 postes ont déjà été supprimés en vingt ans

Le 9 juillet, les agents ont dit leur opposition à cette liquidation du réseau parisien et ont lancé un avertissement : notre mobilisation ne fait que commencer ! Nous exigeons l'abandon du NRP et des délocalisations, le maintien de tous les sites parisiens, le maintien de toutes les missions, le maintien de l'accueil du public.

